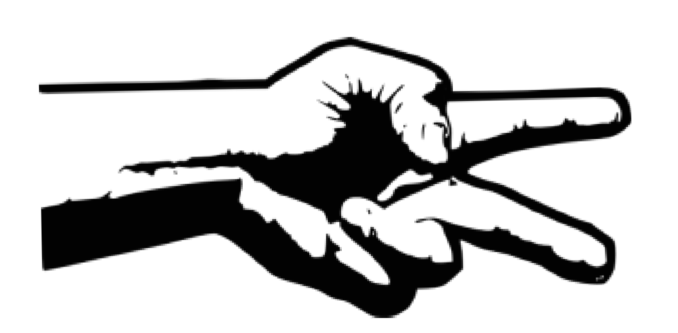





Contre les coupures, serrons les poings!

Propositions libertaires aux syndiqué-e-s du Québec

Mise en garde : cette critique se veut constructive, et vise davantage à remettre en question les méthodes et l'efficacité actuelles de nos organisations ouvrières. Nous emmerdons tout autant que vous les twits de droite et leur propagande anti-syndicale.

Chaque jour, le show des nouvelles est ponctué d'émeutes, de grèves, de résistance contre les plans d'austérité et de relance économique des gouvernements. Ailleurs, les peuples se réapproprient la rue, osent paralyser l'économie et attaquer – même symboliquement – l'autorité étatique. Au Québec, la situation est quelque peu différente. Si le portrait global des attaques contre la population est assez semblable à ce qui se fait dans d'autres coins du monde, comment expliquer la déconcertante tranquillité qui règne ici? Sommes-nous plus dociles qu'ailleurs? Tandis que des millions de voix s'élèvent pour réclamer un peu de solidarité et d'humanité, ici, on bêle doucement. Nous adressons donc ces quelques propositions aux syndiqué-e-s du Québec, car nous croyons que le mouvement syndical peut – et devrait! – réapprendre à montrer les crocs.

Alors que la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics a tant bien que mal tenté de résister au dernier budget de marde du gouvernement, les gros syndicats s'occupaient, de leur bord, de leurs négociations. Incapable de comprendre que les services sociaux et les conditions de travail des employé-e-s de l'État sont des obstacles du même ordre pour le gouvernement et ses chums du patronat, l'élite syndicale corporatiste a préféré garder ses distances de la lutte contre les hausses de tarifs et les coupures. Et pendant que les forces progressistes et syndicales échouaient à surmonter leur éparpillement et à organiser une riposte, la droite populiste avait le champ libre pour sa manifestation de rednecks (« cols rouges ») à Québec. Des mois plus tard, plutôt que de se joindre à la coalition déjà en place, les centrales ont finalement décidé de créer leur propre patente : l'Alliance sociale. Et sans vouloir cracher dans la soupe, si ça a pris tout ce temps-là pour arriver à organiser conjointement une parade festive, ce 12 mars, on est en droit de se demander si de véritables moyens de pression seront entrepris d'ici à ce que Jean Charest meure de vieillesse...

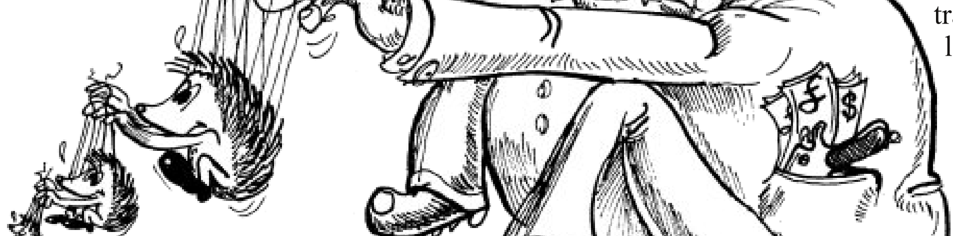
Comment ça se fait?

Selon nous, le syndicalisme québécois actuel est en bien mauvais état. Depuis la fin des années 1970, notamment à cause du mirage de la social-démocratie péquiste et de nombreuses lois qui ont carrément neutralisé l'efficacité de nos moyens de pression, les syndicats ont progressivement rangé les armes devant la promesse d'un dialogue d'égal à égal avec l'État et le patronat. À peu près partout où elle n'était pas déjà présente, une clique de spécialistes s'est rapidement mise en place, prenant le contrôle des « affaires syndicales ». S'élevant au-dessus des syndiqué-e-s « ordinaires », ces bureaucrates ont fait de la gestion de nos conditions de travail leur principale activité, perdant du même coup la compréhension de nos réalités de salarié-e-s. Un peu comme les marxistes-léninistes en leur temps, les gestionnaires de notre misère ont fini par (nous faire) croire que c'était à eux de nous dire ce qui était bon pour nous. On en a même vu qui ont fini par défendre le patron, ou demander à « leurs » membres de se tenir tranquilles. Quarante ans plus tard, il faudrait beaucoup de naïveté pour penser qu'il soit possible de discuter sur un pied d'égalité avec les boss. C'est encore et toujours les mêmes qui ont le gros bout du bâton, et ça ne changera certainement pas tant qu'on confiera à d'autres la responsabilité de défendre nos droits.

Et qu'est-ce qu'on fait?
(pour sortir de la léthargie)

Pour améliorer nos conditions de travail et, à terme, se débarrasser des pourris qui nous mènent par le bout du nez, l'organisation ouvrière doit selon nous comprendre trois éléments : combativité, démocratie directe et autonomie.

Le capitalisme étant ce qu'il est, l'organisation du travail est marquée par une division évidente entre la classe patronale et nous. C'est d'abord par obligation que nous échangeons notre travail contre un salaire : le loyer, l'épicerie et les factures à payer ne nous laissent pas d'autre choix. Les boss, de leur côté, n'ont d'yeux que pour leurs profits, et nous ne sommes finalement qu'un



(suite en page 3)

- Perspectives libertaires -

De la difficulté de hausser le ton

Il y a un an la colère contre le gouvernement libéral était palpable. C'était l'époque des grands rassemblements, de droite comme de gauche, contre le budget. Tous les espoirs semblaient permis et certaines mouvances, dont nous sommes, se sont même mises à parler de grève sociale. Et puis, pouf, tout est retombé. Tout? Enfin, presque.

Quelques secteurs en pointe ont maintenu la pression et haussé le ton. Dans la foulée de la Marche mondiale des femmes, des militantes ont occupé des bureaux et posé des gestes d'éclat. Le FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain) y est allé d'une série d'actions de « blocages », puis d'occupations simultanées et finalement d'une caravane qui a sillonné le Québec pendant une semaine. La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a apporté sa contribution avec un blocage complet du siège social d'Hydro-Québec. À côté de ces actions d'éclat, il y a eu aussi quelques mobilisations de masse impressionnantes (Marche mondiale des femmes à Rimouski, actions du FRAPRU et manifestation étudiante du 6 décembre).

Il faut toutefois reconnaître deux choses. Premièrement, on est encore loin des perspectives de grève sociale ou de perturbations économiques mises de l'avant au printemps dernier. Deuxièmement, on est encore dans le domaine de l'action symbolique, même si c'est un peu plus punché. Il manque encore un acteur clef pour faire lever la mobilisation et passer à l'étape suivante : le mouvement syndical.

L'absence des syndicats, ou plutôt leur présence pour le moins timide, ne doit pas nous paralyser. Oui, ça prendrait objectivement une grève sociale ou à tout le moins un mouvement social d'envergure et prolongé pour faire reculer le gouvernement. Non, nous ne sommes pas encore rendu-e-s là au Québec. La question est : « que faire pour changer la donne? »

Les communistes libertaires sont d'avis qu'il faut construire dès maintenant les conditions de la riposte. Si la grève sociale est une perspective intéressante, il ne faut pas qu'elle devienne une excuse à l'inaction, sous prétexte que « les conditions gagnantes » ne sont pas réunies. Pour notre part, nous avons amené notre contribution à plusieurs niveaux. Par l'agitation et la participation aux actions, bien sûr, mais aussi en organisant des assemblées militantes dans les villes où nous avons des collectifs.

Une perspective semble faire l'unanimité dans les discussions que nous avons eues un peu partout. Il ne faut plus attendre que les grandes et petites directions des mouvements sociaux nous organisent une belle lutte sociale : cela n'arrivera pas. Si l'on veut lutter, il faut nous organiser dans nos milieux : en coalition, en comité de mobilisation, en collectif, etc. L'objectif demeure de rejoindre le plus grand nombre, que ce soit au coeur de nos organisations de masses, ou de façon autonome lorsqu'elles sont irrémédiablement sclérosées. Pour organiser la riposte, nous ne pouvons compter que sur nos propres moyens.

Introduction au mouvement queer



Du 10 au 20 mars 2011 a lieu à Montréal la Radical Queer semaine. Ateliers, performances, concerts, débats, projections, expositions, actions directes et cuisines collectives : la semaine ne manquera pas d'activités ! Mais queer, au juste, ça signifie quoi ? Entretien avec un militant queer.

Queer, ça signifie quoi ?

Le terme queer a plusieurs visages et c'est pourquoi il est toujours difficile à définir. À l'origine, il était utilisé pour signaler quelque chose de bizarre, étrange, louche. C'est ensuite devenu un terme péjoratif pour désigner les homosexuel-le-s. Puis, au début des années 1980, par un mouvement de réappropriation – un peu comme le terme « nigger » pour le racisme –, le mot queer en est venu à prendre sa définition actuelle, soit celle du refus et de la contestation des identités définies. Queer signifie un rapport à l'identité plutôt qu'une identité : c'est un refus de se laisser enfermer dans des boîtes, dans les conventions sociales associées aux genres masculin et féminin ainsi qu'aux relations entre les genres. C'est un rapport au monde davantage qu'une « liste d'épicerie » d'oppressions à combattre.

Qu'est-ce qui distingue le mouvement queer des mouvements LGBT (lesbiennes, gays, bisexuel-le-s et transgenres) et féministes ?

Il y a bien sûr plusieurs mouvances au sein de ces mouvements, mais une chose qui distingue les revendications queers de celles de certains groupes homosexuels est la volonté de remettre en question les fondements de la société libérale. Plusieurs organisations pour la défense des droits civiques ont ainsi lutté avec brio contre la domination et la répression des homosexuel-le-s, ce qui est très valable, mais leurs luttes se sont arrêtées là et plusieurs relations de pouvoir et conventions continuent d'être reproduites. Le droit au mariage gai ou à la participation à l'armée demeurent ainsi des revendications qui contribuent à perpétuer ces conventions. Les milieux gais – surtout masculins – sont aussi fortement axés sur la consommation et la logique marchande, et c'est pourquoi plusieurs personnes en sont venues à se distancer de ces milieux et mouvements. L'identité féminine sous-jacente à certaines conceptions du féminisme pose également problème pour les queers puisque cette identité est parfois représentée comme unique et essentielle. D'un point de vue queer, cette relation à l'identité apparaît très insatisfaisante.

Au quotidien, que font les militants et militantes queers ?

Les militants et militantes queers sont partout et nulle part : ils et elles n'ont pas de « grosse organisation » et militent dans toutes sortes de groupes (comités logement, collectifs, syndicats, etc.). C'est un militantisme qui, comme le terme queer, a plusieurs visages. Les organisations queers sont d'ailleurs souvent affinitaires. Une de leurs pratiques courantes est toutefois la création de *safe spaces* qui sont des espaces sécurisants au sein desquels les participantes et les participants peuvent échanger et discuter. L'un de ces espaces est d'ailleurs la Radical queer semaine qui a lieu chaque année, à la mi-mars.

Enfin, quelques suggestions de lecture pour les personnes un peu plus curieuses?

Les personnes intéressées peuvent trouver sur Internet pas mal d'information. Voici quelques sites en particulier :

http://www.lespantheresroses.org
http://www.politiq.info/
http://riotcoco.blogspot.com
http://www.qzap.org
http://www.radicalqueersemaine.org



Cause commune est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). **5000** exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes et des militants libertaires, membres ou non de l'organisation. ***Cause commune*** se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez vous. Vous pouvez aussi soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à journal@causecommune.net.

Contacts locaux de l'UCL :
ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net

UCL

Pour nous rejoindre :
ucl@causecommune.net

Sortir du marécage de la conciliation : témoignage d'un militant au Saguenay

Vers la mi-janvier s'est formé à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) le Comité Autonome Pour l'Accessibilité aux Études (CAPAÉ). Il se propose de mobiliser la population étudiante afin de mener une véritable escalade des moyens de pression face aux discours réducteurs et aux pratiques complaisantes de plusieurs organisations.

Au Saguenay, le rectorat, les chambres de commerce, les élu-e-s, le gouvernement, les think-tanks de droite, les militaires de Bagotville et les éditorialistes des journaux de masse font consensus sur la hausse des tarifs en éducation. Le Mouvement des associations générales étudiantes (MAGE-UQAC) - affilié à la FEUQ - cherche quant à lui à canaliser la grogne étudiante sur un plan d'action insipide et des démarches lobbyistes.

Depuis sa création, le CAPAÉ a organisé deux actions ayant permis de rassembler près d'une trentaine d'étudiants et d'étudiantes engagé-e-s dans l'Université et d'amener une voix étudiante alternative sur le campus et dans les médias régionaux, notamment lors de l'évacuation générale des Résidences du Cégep de Chicoutimi liée à la négligence inavouée de la direction. Le Comité autonome reçoit l'appui de plusieurs associations étudiantes modulaires de l'UQAC, du Syndicat des étudiants et étudiantes employé-e-s de l'UQAC et de divers groupes communautaires. À l'invitation de l'Association étudiante du Collège d'Alma et de professeurs, le CAPAÉ a pu présenter des ateliers de formation à des centaines d'étudiantes et d'étudiants du Lac-Saint-Jean et établir de bons contacts avec d'autres voix étudiantes alternatives de la région.

Cette expérience nous a permis de réaliser l'importance de l'organisation autonome des franges les plus combatives pour œuvrer à la radicalisation des luttes sociales. Les idées du Comité autonome ont été portées dans les regroupements régionaux des organisations communautaires et syndicales pour faire entendre un discours plus combatif - seul un rapport de force pourra faire reculer le gouvernement - et tenter de tisser des liens avec d'autres organismes. Dans son fonctionnement, le Comité tente de s'approcher de la démocratie directe. De même, il devient un lieu de développement de l'autonomie individuelle à travers la rotation des tâches importantes et la prise de décision collective. Un tel fonctionnement n'est pas sans crainte pour le personnel de sécurité de l'UQAC qui justifient l'emploi de moyens d'intimidation et de surveillance envers les manifestants et manifestantes pacifiques au prétexte que des casseurs pourraient s'immiscer dans leurs groupes. Une chose est certaine : l'organisation des dominé-e-s sur leur propre base inquiète toujours les élites qui voudraient contrôler la situation à leur profit.

En tant que membre du Collectif Emma Goldman et participant actif au CAPAÉ, je ne me fais aucune illusion par rapport à ce genre de comité. Dans le contexte des rapports sociaux actuels, les groupes activistes autonomes sont très vulnérables face aux tentatives de récupération et à l'opportunisme ou la mauvaise foi de quelques-uns ou quelques-unes de leurs membres. C'est pourquoi il est important que les anarchistes s'organisent dans des collectifs et organisations spécifiquement anarchistes en plus de leur implication dans les mouvements sociaux pour radicaliser les luttes.

Faut lutter pour gagner!

– Un militant communiste libertaire

Féminisme

L'écoresponsabilité a-t-elle un genre?

Notre système économique repose, nous le savons, sur une logique d'accumulation et de croissance illimitée dans lequel les profits sont le principal moteur de la production. Ceci fait en sorte que l'argument économique prime sur les besoins réels des populations et ignore les considérations éco-systémiques.

Le sentiment de péril écologique se faisant sentir avec plus d'acuité, le discours de l'écoresponsabilité trouve de plus en plus d'échos chez la jeune génération préoccupée, à juste titre, par la destruction de son environnement. L'écoresponsabilité consiste en un type d'engagement au quotidien qui se traduit par l'adoption de comportements individuels devant réduire l'empreinte écologique des personnes sur l'environnement: compostage, jardinage, utilisation de couches lavables, récupération des eaux grises à d'autres fins, achat de produits biologiques etc. L'écoresponsabilité, de notre point de vue, n'échappe pas à une double critique.

D'une part, l'adoption d'un comportement individuel écoresponsable, déconnecté du domaine de la lutte politique, n'a aucun effet sur les principales responsables de la destruction environnementale, c'est-à-dire les compagnies forestières, papetières, minières,



gazières, etc. Par ailleurs, l'écoresponsabilité n'effleure même pas les bases du système économique qui permet une telle marchandisation du vivant, c'est-à-dire le système capitaliste.

D'autre part, l'engagement écologique au quotidien vient directement interpeller la division sexuelle du travail dans la sphère domestique: « Les femmes constituent le « groupe cible » tout désigné des actions écologiques, puisque ce sont elles, traditionnellement, qui accomplissent ces tâches au regard de l'évolution historique du patriarcat » [1]. En effet, ces actions se traduisent souvent par une augmentation des responsabilités ménagères, tâches qui incombent encore aux femmes malgré tout ce que l'on entend à propos de l'égalité qui serait déjà là, ou du féminisme qui serait allé trop loin. Si l'on se fie à des études récentes sur les « temps sociaux » comme celle de l'Institut national de la statistique et des études économiques (France), les femmes de 25-34 ans consacreraient en moyenne cinq heures par jour au « temps domestique » contre en moyenne trois heures pour les hommes. Au Québec, selon une étude de l'Institut de la statistique du Québec, les femmes consacraient toujours en moyenne quatre heures par jour aux activités domestiques en 2005, tandis que les hommes y accordaient environ 2,6 heures. Par contre, l'argument écologique comporte une forte charge auto-justificative: « Le fait de se concentrer sur la finalité écologique de l'action contribue à invisibiliser le travail des acteurs et actrices écologiquement engagé-e-s […] leur engagement concourt à la perpétuation des inégalités hommes femmes et participe à l'oppression de classe et de sexe » [1].

[1] Lalanne et Lapeyre, 2009

Subvertir les services publics

La lutte pour la défense des services publics et des programmes sociaux bat son plein au Québec. L'élite profite d'une crise préfabriquée des finances publiques pour attaquer de plein fouet, idéologiquement et pratiquement, le service public et la solidarité sociale. Hausses de frais et de tarifs, financement régressif des services et privatisations sont au menu. S'il y a urgence de défendre des conquêtes sociales essentielles, nous ne pouvons faire l'économie d'une critique du statu quo et tenter de trouver des passerelles vers un autre futur.

Service public

Selon la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics, « un service public est une activité exercée ou contrôlée par l'État dans le but de satisfaire un besoin d'intérêt général », de plus, « plusieurs services publics sont directement en lien avec la réalisation des droits humains et, en assurant un accès à tous et toutes, les services publics contribuent à la solidarité et à la cohésion sociale ». On touche ici à la contradiction fondamentale du service public : il s'agit à la fois d'un instrument de solidarité imposé par les luttes passées (une conquête sociale) et d'un instrument de contrôle social et de régulation de la société capitaliste. Bref, les services publics sont utiles autant à nous qu'à la classe dirigeante.

À part quelques idéologues, personne ne veut réellement abolir les services publics ou les privatiser complètement. Notamment parce qu'ils sont un élément important de compétitivité internationale. S'il existe encore une industrie automobile au Canada, c'est - entre autres - grâce à son système de santé. Eh oui, même bien payé-e-s, les travailleuses et les travailleurs d'ici sont compétitives et compétitifs parce que les multinationales américaines n'ont pas à leur payer d'assurances comme c'est le cas au sud de la frontière.

L'enjeu réel de la bataille, c'est plutôt de nous transférer l'ensemble des coûts et de rendre ces services publics lucratifs pour le milieu des affaires.

Subvertir le statu quo

Actuellement, nous jouons un jeu défensif sur la question des services publics. Cette position n'est guère tenable à moyen terme. Pour progresser, il faut pouvoir défendre les services publics et les subvertir (dans le bon sens). Il y a, au moins, deux éléments de rupture dialectique en jeu dans la contradiction des services publics. Le premier, c'est l'enjeu de l'autonomie et de la gestion. Actuellement, c'est l'État qui contrôle et gère les services publics. Or, l'État n'est pas neutre : c'est un instrument de l'élite. De plus en plus, le gouvernement veut réduire la participation des catégories populaires sur les divers conseils d'administration pour les remplacer par un maximum d'ami-e-s du privé, voir carrément en déléguer la gestion au complet (partenariats public-privé). On le voit en éducation et en santé, notamment, nos services publics ne souffrent pas seulement de sous-financement, mais aussi de mal-financement et de mauvaise gestion (bonjour l'Îlot Voyageur! bonjour le CHUM!). Pour renverser la vapeur, il faut revendiquer l'autonomie des services publics et leur autogestion.

L'autre enjeu, c'est celui de l'universalité et de la gratuité. La logique marchande pernicieuse s'introduit dans les services publics entre autres par le biais de la tarification. On veut nous faire payer deux fois pour les services publics afin de les mouler sur la logique du marché. De la même façon, on organise la rareté afin d'alimenter le mécontentement dans l'espoir de donner des arguments à une éventuelle privatisation. Pour casser cette logique, il faut revenir au concept d'universalité et de gratuité, c'est à dire des services accessibles à tous et toutes sur l'ensemble du territoire, peu importe le revenu disponible.

Ne s'agit-il là que de revendications réformistes? Oui et non. Être révolutionnaire aujourd'hui c'est aussi se situer au cœur des luttes sociales et pouvoir identifier les potentiels d'autonomie populaire et de ruptures autogestionnaires. Comme l'indiquaient les camarades de l'OCL, en France, dans une brochure récente [1] : « Affirmer que l'économie doit avoir pour objectif la création de biens et de services utiles à chaque individu et non d'engendrer des profits pour une minorité, c'est également démontrer que tout devrait être service public, et dénoncer le caractère arbitraire de ce qui est actuellement défini comme tel ».

[1] Repenser l'utilité sociale,
Organisation communiste libertaire,
http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article293

Propositions... *(suite de la page 1)*

investissement leur permettant de s'enrichir. Ces intérêts divergents font en sorte qu'il n'y a pas lieu, selon nous, de parler de conflits de travail qui surgissent de temps en temps, mais bien d'une lutte permanente entre employeurs et salarié-e-s. C'est pourquoi il faut réapprendre à mettre suffisamment de pression sur l'employeur pour obtenir satisfaction, à frapper là où ça fait mal, à cesser de se limiter à ce qui est légal pour enfin faire ce qui est légitime. À titre d'exemple, au plus fort de la récente crise économique, en France, des patrons séquestrés par leurs employé-e-s ont rapidement cédé aux demandes de ceux et de celles-ci. Sans croire naïvement que la classe ouvrière du Québec prendra dès demain matin le patronat en otage, l'anecdote démontre qu'avec un peu d'audace et d'imagination, on peut parvenir à nos fins, même en ces temps d'austérité.

Évidemment, cette combativité ne tombera pas du ciel, et c'est à chacune et chacun d'entre nous, au quotidien, de défendre de telles avenues. C'est pourquoi il nous paraît crucial de se doter d'espaces où il sera possible d'organiser le changement de cap. Car au-delà des luttes et des actions ponctuelles, le syndicalisme implique un dialogue et une auto-éducation constante par l'ensemble des salarié-e-s. La réflexion sur nos conditions de travail, les solutions et les moyens d'action, ne peut pas demeurer la chasse gardée des exécutifs et des directions. Plutôt que d'être des réunions de *rubber-stamping*, les assemblées générales doivent redevenir des lieux où les débats et les discussions politiques et tactiques sont encouragés. Les exécutifs doivent cesser d'être de simples courroies de transmission des mots d'ordres qui viennent d'en haut et reprendre leur place en tant qu'instance d'animation de la vie syndicale et d'application des décisions prises par la base.

Face aux structures bureaucratiques et aux chef-fe-s du monde syndical, c'est facile de se décourager et de baisser les bras. Sauf que notre résignation est précisément ce qui permet à tout ce cirque de durer. Et si ces pistes de solution ne vous interpellent pas, libre à vous d'en imaginer d'autres. L'important pour rétablir le rapport de force, c'est de réapprendre à réfléchir ensemble, à décider ensemble et à se battre ensemble. Parce que l'idée toute simple qui est à l'origine du syndicalisme est encore vraie aujourd'hui : l'union fait la force.

Les nanotechnologies ou « chérie, j'ai rétréci la politique ! »

Les scientifiques sont trop modestes : s'il existe aujourd'hui une classe qui change le monde, c'est bien celle des chercheur-e-s et des ingénieur-e-s. Ce ne sont pas des gens que nous avons élu, choisi ou désigné. Ils et elles sont là parce qu'il y avait du boulot et qu'il faut bien continuer à fabriquer de la marchandise – c'est la compétition mondiale, que voulez-vous ?

En ce moment se prépare dans les laboratoires la prochaine « révolution ». Scientifique et technique bien sûr, pas politique ni sociale, ou alors par contrecoup, comme effet collatéral. Une révolution, rien de moins. C'est ainsi que les médias nous vendent les nanotechnologies et c'est ainsi que les scientifiques les vendent aux industriels, qui les vendent aux gouvernements, qui les vendent aux médias qui nous les vendent, à moins que ce ne soit une autre combinaison ; on s'y perd.

Les nanotechnologies sont les technologies de l'infiniment petit. Vertige des nombres, on s'occupe ici d'atomes, de constituants de la matière 30 000 fois plus petits que l'épaisseur d'un cheveu. Depuis une vingtaine d'années, il est possible de manipuler individuellement les atomes, de les assembler entre eux, de fabriquer de petits systèmes autonomes. Parallèlement, il devient possible de miniaturiser toujours plus les composants électroniques.

Ces deux approches sont au cœur des nanotechnologies. Dans les deux cas elles rencontrent des lois physiques nettement différentes de celles que nous connaissons à notre échelle. Les objets nanostructurés sont donc susceptibles d'avoir des comportements inédits, ce qui amuse beaucoup les physiciens et physiciennes, et fait saliver les industriels. Il devient maintenant envisageable de produire des revêtements totalement imperméables, des composants électroniques accélérant notoirement la vitesse des microprocesseurs, des capteurs de lumière performants, des médicaments délivrés exactement là où ils sont nécessaires, des dispositifs miniaturisés de *Radio Frequency Identification* (RFID), des implants cérébraux, etc.

C'est à Richard Feynman, prix Nobel de physique 1965, zélé collaborateur du projet Manhattan [note : pendant la Deuxième Guerre mondiale, le projet Manhattan a permis la fabrication de la bombe nucléaire.], que l'on doit l'intuition fondatrice que le monde des atomes recèle un formidable potentiel technologique. Quand on évoque les nanos, il n'est jamais inutile de citer cet individu scientifiquement brillant et de rappeler sa vision toute particulière du rôle du scientifique dans la société : « Nous n'avons pas à nous sentir responsables du monde dans lequel nous vivons. Depuis lors, je n'ai cessé de me sentir socialement irresponsable et je m'en suis toujours bien porté. » Bien parlé, Dick. Mais combien de tes semblables as-tu influencés ?

À McGill, de nos jours, un chercheur en nanoélectronique organique vient de voir ses efforts récompensés par une breloque honorifique. Il a trouvé un moyen de fabriquer des composants mi-inertes, mi-organiques. Ses recherches sont co-financées par l'US Air Force. Aux États-Unis, la recherche sur les *memristor*s, un nouveau type de transistors prometteurs pour la fabrication d'engins à guidage autonome, est financée par la Defense Advanced Research Project Agency (DARPA). Quant aux capteurs de lumière développés par la Southern Methodist University à Dallas, ils iront équiper les drones et fantassins du futur, mais pourraient tout aussi bien, pourquoi pas, se retrouver un jour dans les appareils vidéo grand public.

Les États-Unis encore, qui ne font rien à moitié, disposent également du très moderne Institute for Soldier Nanotechnology, dont les membres peuvent compter sur le soutien inconditionnel du Foresight Institute, un think tank technoscientiste dont la vice-présidente déclarait récemment : « *What you'd want is something that has the destructive chemical action of a chemical weapon, which is really easy to do, combined with sensing and computation, so that when it lands on an object or on a person it can identify that object or person. If it's a person, [it can] even read their DNA – and then decide whether to implement the weapon or not.* » (Signal, juillet 2005). Cela a le mérite d'être clair.

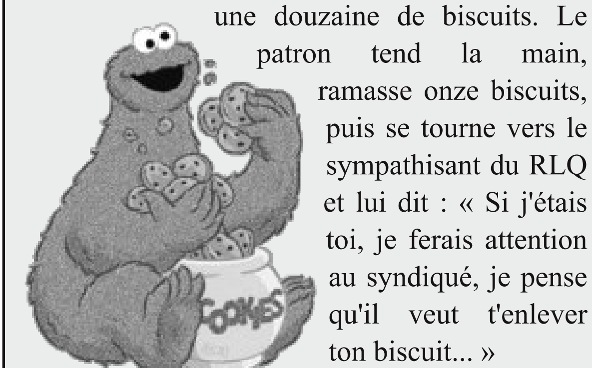


Mais nous sommes là dans l'outrance. Les implications militaires et policières dans la recherche en nanotechnologies sont en général plus discrètes. Il s'agit souvent de financements, de partenariats, de projets communs avec une inévitable composante civile. La même technologie pourra inoculer un poison aussi bien qu'un médicament. Le composant RFID utilisé pour marquer les produits, les livres dans les bibliothèques, pourra nous repérer tous et toutes, au besoin. La puce implantée dans le cerveau pour contrer les effets de la maladie d'Alzheimer servira aussi à juguler les pulsions des délinquants sexuels, puis des délinquants tout court, puis des personnes atteintes de troubles mentaux, et enfin, pourquoi pas, de toute personne à risque.

Loin d'être un accident de parcours, la « mauvaise » utilisation des technologies est au contraire financée et réfléchie tout au long de son développement. Après tout, c'est la moindre des choses que le pouvoir dépense convenablement nos impôts. Et nul doute que, là où il y a de l'argent à faire, il y aura des progrès rapides. À charge ensuite aux agences de relations publiques des labos et des firmes, aux cafés scientifiques, aux conférences de vulgarisation, d'expliquer convenablement aux troupeaux de consommateurs et de consommatrices les bienfaits à venir, ceci de façon à éviter un rejet forcément « irrationnel » – et économiquement désastreux.

Histoire de biscuits...

Un syndiqué, un patron et un sympathisant du Réseau Liberté Québec sont assis à une table. Au milieu de la table, il y a une assiette avec une douzaine de biscuits. Le patron tend la main, ramasse onze biscuits, puis se tourne vers le sympathisant du RLQ et lui dit : « Si j'étais toi, je ferais attention au syndiqué, je pense qu'il veut t'enlever ton biscuit... »



Aujourd'hui, les laboratoires de physique, de biotechnologies, de neurosciences, d'informatique bruissent de cette révolution en cours. Pourquoi s'opposer à ces recherches, comme cela se fait en France dans les milieux écologiques et certains mouvements politiques radicaux ? Les écolos pourraient répondre qu'au-delà des applications grand public dont la plupart sont bêtes à pleurer, il existe un réel risque sanitaire et environnemental. Le comportement de ces nouvelles substances est insuffisamment étudié et leur dissémination une menace pour les écosystèmes. Certains et certaines insisteront sans doute sur la protection des travailleurs et travailleuses, car les normes actuelles sont nettement inadaptées. Quelques humanistes pourraient trouver à redire au projet transhumaniste visant à améliorer les performances humaines à l'aide de l'ingénierie nano et biotechnologique, au prétexte qu'il s'agit d'un nouvel eugénisme. Il est vrai que certains gourous de ce mouvement peuvent trouver une oreille complaisante dans les milieux du pouvoir, voire dans une fraction de nos propres mouvements. C'est le cas de Kevin Warwick, dont les expériences de greffes de composants électroniques qu'il pratique sur lui-même peuvent fasciner les plus technophiles d'entre nous. Un humaniste, soit dit en passant : « Ceux qui décideront de rester humains et refuseront de s'améliorer auront un sérieux handicap. Ils constitueront une sous-espèce et formeront les chimpanzés du futur. » (Libération, 11/05/02). Il y a aussi ceux et celles attaché-e-s à l'idée de liberté, et à juste titre inquiété-e-s par les applications sécuritaires des recherches.

D'autres, enfin, répondront par une autre question : les nanotechnologies, pour quoi faire, et qui décide ? Cette révolution, nous ne l'avons pas choisie. Elle nous est imposée par des choix politiques et nous y sommes éduqué-e-s d'autant plus facilement qu'elle nous promet de ne pas changer notre mode de vie à l'occidentale, mais au contraire de le conforter. Il est temps de demander des comptes et de voir enfin la technologie comme ce qu'elle n'a jamais cessé d'être : une affaire politique.

Projection d'un film sur les nanotechnologies

La bibliothèque DIRA (Montréal) organisera une projection gratuite du « Silence des nanos », un documentaire sur les nanotechnologies le mercredi 23 mars. Elle sera suivie d'un débat avec un membre de l'ETC Group, un organisme qui travaille sur les technologies et les inégalités.